

Les entreprises nationalisées et le service public ont permis un développement du pays remarquable et une cohésion sociale et territoriale de premier plan. Ils sont attaqués au nom de la libre concurrence par les Directives Européennes et pour compenser les cadeaux fiscaux qui déséquilibrent le budget de l'État

Le Gouvernement et M. Pépy, au travers de sa « rénovation managériale », morcellent, filialisent, externalisent, sous-traitent, branche par branche l'entreprise. La CGT et son UFCM, qui dénonçaient depuis de nombreuses années une privatisation rampante, voient peu à peu se confirmer leurs analyses. En se sens, l'Infra prend le même chemin que Fret SNCF.

La fédération CGT et son UFCM ont toujours œuvré pour que le système ferroviaire français soit assaini. La SNCF a emprunté sur les marchés financiers pour compenser le désengagement de l'État, y compris à des taux prohibitifs pour maintenir et développer le réseau et gagner le pari de la grande vitesse.

La réforme qui a créé RFF, a engendré de nouvelles contraintes financières à l'infrastructure, le développement, la maintenance et l'exploitation du réseau sont soumis à des mesures draconiennes. La CGT et son UFCM les ont toujours combattues. C'est la pénurie des moyens tant humains que matériels qui est imposée, les réorganisations sont

permanentes dans tous nos Établissements, nos Directions, les Ingénieries. Portées par les plans d'entreprise, elles sont assumées par l'encadrement, imposées aux techniciens et affectent négativement l'état général du réseau.

Alors que le réseau classique aurait dû faire l'objet de mesures particulières, c'est la gestion de la pénurie qui a fait office de cadrage. Des choix de répartition des moyens, tant en effectifs qu'en finances, ont obligé les établissements à fortement solliciter les cheminots, y compris ceux de l'encadrement, pour combler par divers expédients les manques et insuffisances.

Maintenance détendue, budgets resserrés, sollicitations toujours plus nombreuses, réglementations de plus en plus souvent dérogées, organisations remaniées et restructurées sans cesse, furent imposés. Le tout, sans en tirer réellement de retour d'expérience.

En conséquence, malgré les efforts des cheminots et quelques mesures fortement médiatisées, fin 2007, 1 700 Kms de ralentissements et des performances en baisse sensible affectent le réseau historique. L'état des voies est même extrêmement préoccupant pour certaines lignes. Après plusieurs audits, le rapport de la Cour des comptes ne peut nous laisser indifférents. Sans lire dans une boule de cristal, nous pouvons craindre que ses préconisations soient suivies par ce gouvernement libéral.

Comment pourrait-on croire qu'un simple transfert de personnels d'une entité à l'autre résoudrait par magie les problèmes de maintenance et de modernisation ? Outre la pérennité des dispositions statutaires des cheminots, c'est d'abord et avant tout d'étranglement dont souffre le système ferroviaire.

Comment pourrait-t-on soutenir les conclusions du Grenelle de l'environnement en proposant l'abandon de 13 600 Kms au lieu de stimuler les offres régionales et locales en remettant à niveau les lignes secondaires pour satisfaire les nouveaux besoins ?

C'est bien au contraire de moyens nouveaux pour régénérer, moderniser et développer le fer, dont le Pays a besoin.

**Union Fédérale des Cadres et agents de Maîtrise CGT – Cheminots
Expression du Groupe Technique National Équipement**

01 49 88 61 00 – fax : 01 48 57 95 65

E-mail : ufcm@cheminotcgt.fr

gtn.equipement-ufcm.cgt@wanadoo.fr

Site : www.cheminotcgt.fr

Ces préconisations d'audits et de la Cour des comptes constituent des attaques contre le service public ferroviaire et encouragent les partisans du libéralisme à promouvoir l'éclatement de notre entreprise intégrée.

Considérer la massification de la maintenance des voies comme une panacée économique et technique nie l'obligation de continuité du service public. En outre, la sécurité des circulations

impliquera toujours de maintenir, de surveiller et d'intervenir au quotidien sur le réseau, avec les moyens humains correspondants.

Dirigeant d'unité, DPX, CEV..., c'est à vous que l'on demande chaque jour de mettre en place cette stratégie. Aujourd'hui, de plus en plus, l'encadrement se trouve entre le marteau et l'enclume et subit des pressions psychosociales toujours plus lourdes.

L'UFCM-CGT, AVEC SON GTN-V, APPELLE L'ENSEMBLE DES CHEMINOTS DE L'ÉQUIPEMENT À PARTICIPER À LA MANIFESTATION NATIONALE LE 19 JUIN 2008 À PARIS.

- ▶ **RASSEMBLEMENT Gare d'Austerlitz à 12h30.**
- ▶ **DÉPART à 14h00 vers Gare Montparnasse.**

- **Le 19 juin, en participant massivement à l'action Équipement nous nous opposerons aux objectifs de rentabilité et de productivité que nous impose la Direction.**
- **Le 19 juin, nous affirmerons notre attachement à organiser la maintenance selon les critères techniques.**
- **Le 19 juin, nous nous opposerons à la maintenance façon SPRC et montrerons notre attachement aux valeurs du service public.**
- **Le 19 juin, nous montrerons notre opposition aux suppressions d'Établissements et d'UO, avec pour conséquence une mobilité accrue à l'encadrement et des pertes d'effectif.**
- **Le 19 juin, refusons la dégradation des conditions de travail et familiale qui développent stress et souffrance au travail.**

Un préavis de grève national a été déposé par les Fédérations CGT, CFDT, FO, CFTC, SUD-Rail du 18 juin 2008 – 20h00 au 20 juin 2008 – 8h00.

Je souhaite :

Prendre contact

Me syndiquer

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Date de naissance :/...../.....

Établissement :



Bulletin à remettre à un militant UFCM-CGT ou
A renvoyer à la fédération CGT des Cheminots – UFCM-CGT
263, rue de Paris – Case 456 – 93515 Montreuil Cedex